

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 4306 - MERCREDI 3 AOÛT 2022



Des éléments de la Monusco

RETOMBÉES DES ÉVÉNEMENTS DE KASINDI

Vers une réévaluation du Plan de retrait de la Monusco

Les événements tragiques survenus récemment au poste frontalier de Kasindi à la suite des manifestations anti-Monusco, auront motivé la tenue de la réunion de crise présidée le lundi 1er août par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, en sa qualité de commandant suprême des forces armées et de la Police nationale congolaise.

Il en découle que le gouvernement a été instruit de diligenter une réunion avec la Mission onusienne en vue de réévaluer le Plan de son retrait en vertu de la Résolution 2556 du Conseil de sécurité ». C'est, en tout cas, ce qui ressort du communiqué de presse ayant sanctionné cette réunion hautement stratégique.

Page 3

FESTIVAL CINÉMAS D'AFRIQUE DE LAUSANNE

Quatre films congolais à l'affiche !

« Awa ! » de Déborah Basa, « Jeu Mundele » de Kadhafi Mbuyamba, « Libende Boyz » de Wendy Bashi et « Aboula Ngando » de Marcus Onalundula sont les courts métrages tournés en RDC inscrits dans la programmation de la 16e édition de cette rencontre suisse qui aligne plus de soixante films du 17 au 21 août 2022.

Diversifiée, la programmation de cette 16e édition du Festival lausannois qui a choisi de faire honneur aux films africains promet aussi « des découvertes encore inédites, des créations fortes et originales issues des différentes régions et cultures du continent et des diasporas africaines ».

Page 6

VENTE DES BLOCS PÉTROLIERS ET GAZIERS

Crainte des enchères hypothétiques et risquées

Dans une lettre ouverte adressée au chef de l'Etat, les ONG réunies au sein de la Dynamique Pole pensent qu'« investir dans les fossiles maintenant est une option dépassée, parce que le monde a pris les engagements auxquels la RDC est partie prenante, notamment de migrer vers les énergies vertes ».

Ce collectif des ONG invite l'autorité suprême du pays à surseoir le processus de mise aux enchères de ces blocs pétroliers et gaziers, le temps qu'une étude minutieuse puisse être menée pour que la RDC lève conséquemment des options liées à l'exploitation de ses hydrocarbures.

Page 4



Le ministre des hydrocarbures, Didier Budimbu



Le chanteur Ferre Gola

PEOPLE

Sortie imminente de Ferre Gola

Dans un communiqué officiel émis le 1er août, l'avocat du chanteur a évoqué « une mesure judiciaire lui permettant de recouvrer la liberté dans les prochains jours ». Se gardant d'être plus explicite sur le jour exact de la sortie de son client, l'avocat a néanmoins déjà apaisé les esprits sur le dénouement heureux de son sort.

Conscients que l'artiste a de nombreuses obligations, les magistrats pensent, au regard de la nature de faits, de leur ancienneté et de leur non-répétition, qu'il convient de mettre en place une mesure autre que l'emprisonnement, a expliqué Me Louis Balling.

Page 5

ÉDITORIAL

Mémorial

La République de Côte d'Ivoire reste reconnaissante à l'égard de l'artiste musicien de la République démocratique du Congo (RDC), Jules Shungu Wembadio, dit Papa Wemba. Elle s'est engagée à ériger un mémorial en son hommage à Anoumabo, l'un des quartiers d'Abidjan.

Le projet a été au cœur des entretiens entre l'ambassadeur de Côte d'Ivoire en RDC, Silas Metch, le directeur général de l'Agence congolaise pour la promotion culturelle et artistique, Raymond Ramazani, et William Meko, coordonnateur des Ateliers Meko, chargés de construire l'édifice.

Papa Wemba est décédé le 24 avril 2016 à Abidjan en Côte d'Ivoire. C'est six ans après que la nation qui l'avait vu s'écrouler sur la scène d'un concert est déterminée de contribuer à la concrétisation d'un projet qui lui rend, à titre posthume, un hommage digne de son rang. L'épouse du défunt, Marie Rose Luzolo, alias Amazone, qui a pris part aux échanges précités, veut voir se réaliser au plus vite ce projet.

Pour le diplomate ivoirien, la construction de ce mémorial renforce les liens de coopération entre les deux pays parce que, a-t-il affirmé, les Congolais et les Ivoiriens portent les mêmes valeurs et la RDC tient, selon lui, en Afrique centrale le leadership comme la Côte d'Ivoire en Afrique de l'Ouest.

Les générations à venir trouveront au sein de ce mémorial des audios et vidéos des chansons ainsi que des supports écrits ayant couronné la riche carrière de ce virtuose qui a marqué le monde musical depuis 1979, date de la création de son orchestre Viva la Musica, jusqu'à sa mort. Prions pour que cet édifice sorte de terre !

Le Courrier de Kinshasa

INSURRECTION CONTRE LA MONUSCO

Félix Tshisekedi invite à l'observance du cadre constitutionnel et légal des manifestations

Les manifestations populaires anti-Monusco, qui se sont déroulées récemment dans les villes de Goma, Butembo et Uvira ayant viré au drame à la suite des décès enregistrés, étaient au menu de la communication du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, lors du soixante-troisième conseil des ministres qu'il a présidé par visioconférence, le 29 juillet, à la Cité de l'Union africaine.

Tout en précisant que le retrait de la mission onusienne tel que réclamé par la population locale est déjà en cours d'exécution, le chef de l'Etat a, d'emblée, rappelé le contexte ayant prévalu à la mise en place du partenariat conclu avec la Monusco qui, a-t-il ajouté, entretient avec la RDC une longue relation de coopération « parsemée par des échecs souvent mentionnés, mais aussi par beaucoup de réussites ». Et de noter qu'un plan de retrait progressif et échelonné de la Monusco à l'horizon 2024 conformément à la résolution 2556 du Conseil de sécurité du 18 décembre 2020 a été signé en septembre 2021. C'est sur cette base, a-t-il indiqué, que la Mission des Nations unies pour le Congo s'est retirée du Tanganyika le 30 juin 2022.

Pour le chef de l'Etat, la dynamique de retrait de la force onusienne en RDC est déjà enclenchée. Et de préciser : « Une communication appropriée devrait mettre les populations à l'abri des manipulateurs, des ennemis de la République qui agitent les esprits pour le retrait de la Monusco, non pas par amour pour le Congo, mais pour servir leurs propres intérêts. »

Sur le même ton, le président de la République a aussi déploré et condamné les violences observées récemment au Tanganyika. Sans ambages, il a appelé à une justice impérative au bénéfice de toutes les victimes tombées au cours de ces manifestations. La ministre d'Etat, ministre de la Justice et Garde des sceaux a été chargée



Le président Félix Tshisekedi

de s'assurer de l'aboutissement rapide des enquêtes en cours qui impliquent l'Auditorat militaire ainsi que les services de la Monusco. A ce sujet, un rapport est attendu au conseil des ministres prochain.

Concernant l'encadrement des manifestants, le chef de l'Etat a responsabilisé le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur, Décentralisation, Sécurité et Affaires coutumières quant à ce avec, en prime, une exhortation à la jeunesse à résister à toute forme de manipulation, et à privilégier des voies légales pour toute revendication. « L'un des moyens efficaces de résister à ces agressions injustes sur notre territoire demeure notre capacité à démontrer que nous pouvons revendiquer nos droits dans le respect des lois établies pour lequel tout le monde doit veiller à l'observance du cadre constitutionnel et légal des manifestations », a indiqué le président Félix Tshisekedi qui, par ailleurs, a lancé un appel au calme et à l'apaisement.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda

Lossalé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél.: (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél.: (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngono /Tél.: (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
E-Mail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzongi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
E-mail : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

RETOMBÉES DES ÉVÉNEMENTS TRAGIQUES DE KASINDI

Vers une réévaluation du plan de retrait de la Monusco

Les événements tragiques survenus récemment au poste frontalier de Kasindi à la suite des manifestations populaires anti-Monusco ayant entraîné mort d'homme n'ont pas laissé indifférent le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a vite réagi par le biais d'une réunion de crise qu'il a présidée, le 1er août 2022, à la Cité de l'Union africaine, en sa qualité de commandant suprême des Forces armées de la RDC et de la Police nationale congolaise.

Il en découle, en termes de résolution, que des instructions ont été données à l'exécutif national pour « diligenter une réunion avec la Mission onusienne, en vue de réévaluer le plan de son retrait, tel que convenu, en vertu de la résolution 2556 du Conseil de sécurité ». C'est, en tout cas, ce qui ressort du communiqué de presse ayant sanctionné cette réunion hautement stratégique.

Au cours de cette rencontre ayant réuni autour du président de la République les présidents des deux chambres du Parlement, le Premier ministre ainsi que les membres de la commission spéciale du gouvernement dépêchée dernièrement au Nord-Kivu, il a été principalement question d'auditionner son rapport sur la situation ayant prévalu au Nord et Sud-Kivu consécutive aux récentes manifestations populaires contre la Monusco, les-

quelles manifestations ont porté atteinte à la souveraineté de la RDC au poste frontalier de Kasindi.

De l'évaluation générale de la situation qu'elle a faite sur le terrain conformément aux objectifs lui assignés, cette commission spéciale qu'avait conduite le vice-Premier ministre de l'Intérieur, Décentralisation et Sécurité, a eu à dresser le bilan humain de ces « incidents graves et outrageants » survenus au moment où elle était de plain-pied dans ses investigations. Le bilan est lourd, à en croire le rapport de la commission. Il est, en effet, fait état de 36 morts répartis comme suit : 13 à Goma, 13 à Butembo dont 4 casques bleus, 4 à Uvira, 3 à Kanyabayonga et 3 à Kasindi, sans oublier près de 170 blessés dénombrés.

Eu égard à la tournure dangereuse prise par ces événements sur fond de règlement de compte entre la Monusco et la population



Une vue des manifestants

qui, sans ambages, ne cesse de réclamer son départ pur et simple, le principe de réévaluation du plan de retrait de la force onusienne de la RDC a donc été acté. Tout en réitérant son appel au calme et exprimé ses vives condoléances aux familles éprouvées, le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, a

aussi fait part de sa totale désapprobation du comportement des casques bleus à la base de ces incidents et de la nécessité de s'assurer que les coupables soient sévèrement sanctionnés.

Le garant de la nation a, par ailleurs, rappelé au secrétaire général de l'ONU que le retrait du M23 de toutes

les localités actuellement occupées conformément aux communiqués de Nairobi, à la feuille de route de Luanda et à la déclaration du Conseil de sécurité des Nations unies du 1er juin 2022 est une condition nécessaire à la baisse de la tension.

Alain Diasso

NORD-KIVU

Olpa fustige la tentative d'interpellation du journaliste Pacifique Mahamba

L'organisation appelle les autorités provinciales à mettre fin à ces actes et de garantir la sécurité du journaliste Pacifique Mahamba visé par une descente punitive des éléments de la police dans les installations Blessing FM, station privée émettant du chef-lieu de cette province.

L'organisation indépendante de défense et de promotion de la liberté de presse, l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), s'est dit inquiète, après une tentative d'interpellation de Pacifique Mahamba, journaliste à Blessing FM, station privée émettant à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu. Alarmée, cette ONG condamne fermement « ces actes d'intimidations à l'endroit d'un professionnel des médias » qui constituent, selon cette organisation, une atteinte grave au droit d'informer et d'être informé garanti par la législation congolaise et les instruments juridiques

internationaux relatifs aux droits de l'Homme. Olpa appelle, par conséquent, les autorités provinciales à mettre fin à ces actes et de garantir la sécurité du journaliste Pacifique Mahamba.

A en croire cette organisation, Pacifique Mahamba a échappé, le 29 juillet, à une interpellation par plusieurs éléments de police. « Ces policiers ont fait irruption dans les installations de Blessing FM à la recherche du journaliste », a expliqué cette ONG. Et de préciser que ces éléments de la police nationale ont déclaré rechercher activement le journaliste qu'ils accusaient d'avoir diffusé, le

28 juillet, sur les antennes de Blessing FM, une interview du président du Conseil provincial de la jeunesse de Goma, Jules Ngeleza, dénonçant l'acte de viol sur une fille mineure âgée de 15 ans perpétré par un policier commis à la sécurité de la concession de l'ex-président de la République et sénateur à vie, Joseph Kabila, située au quartier Lac vert à Goma. « La descente punitive aux installations de Blessing FM, sans aucun mandat, avait pour seul but d'arrêter le journaliste et de l'amener à une destination inconnue », a fait savoir Olpa.

Lucien Dianzenza



Pacifique Mahamba

VENTE DES 27 BLOCS PÉTROLIERS ET 3 BLOCS GAZIERS

La Société civile craint des enchères hypothétiques et risquées

Dans une lettre ouverte signée le 28 juillet et adressée au chef de l'Etat de la République démocratique du Congo (RDC), Félix-Antoine Tshisekedi, en rapport avec la vente des 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers, la Société civile dit penser qu'« investir dans les fossiles maintenant est une option dépassée, parce que le monde a pris les engagements auxquels la RDC est partie prenante, notamment de migrer vers les énergies vertes ».

Pour les ONG réunies au sein de la Dynamique Pole, les hydrocarbures ne pourront qu'accentuer les problèmes climatiques, conflits violents entre les ayants droit fonciers et les concessionnaires éventuels.

« Pour nous, l'expansion du secteur comporte des risques d'endettement public que les générations futures devront payer considérant le fait que le monde s'éloigne de plus en plus de la consommation des combustibles fossiles », ont indiqué ces organisations.

Ces ONG ont, en outre, rappelé que dans son discours du mois de février de l'année en cours, le secrétaire général des Nations unies avait déclaré à la suite du rapport de Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) que « l'industrie des combustibles fossiles est une impasse pour l'humanité, pour la planète et pour les économies ». Pour ces structures, tenant compte du fait qu'un projet pétrolier entre la phase d'acquisition de bloc et le début de la production du brut varie généralement entre 7 et 18 ans, la RDC ne pourra commencer à exploiter les hydrocarbures pour lesquelles les enchères sont lancées aujourd'hui. Et de noter que la situation en Ukraine, qui motiverait la RDC à lancer une exploitation de grande envergure, n'est pas rassurante non plus, à partir du moment où l'on ne maîtrise pas les perspectives d'ici 2040.

La Société civile fait aussi savoir que la volatilité du marché pétrolier expose justement la RDC à des risques énormes et la théorie de risque des actifs échoués trouve largement sa place dans cette perspective. Elle voit, ensuite, hypothétique, voire illusoire le gain projeté à ce jour, étant donné que le rapport du comité de conseil McKenzie démontre le développement des actifs pétroliers et gaziers

en Afrique sont en moyenne de 15 à 20 % plus coûteux que celles des actifs pétroliers et gaziers mondiaux, et leur intensité en carbone est de 70 à 80 % supérieure.

Apprendre des exemples des autres

Pour la Société civile, le Congo doit apprendre du Nigeria et des autres pays qui désinvestissent du fossile. « Aujourd'hui, des compagnies pétrolières comme Shell, Exxon, Chevron et Total commencent à liquider leurs actifs et à déplacer leurs activités au large des côtes ou à quitter le pays. C'est parce qu'elles savent ce qu'elles ont fait et ne veulent pas rendre compte de la destruction des communautés dont elles sont coupables. Elles savent aussi que dans l'océan, leurs impacts sont moins visibles et plus difficiles à contrôler », ont souligné ces ONG. Ces dernières ont aussi indiqué que maintenant, beaucoup de gouvernements se sont engagés dans un processus de réduire sensiblement l'exploitation des énergies fossiles (et même avec une régression vers zéro production) dans les années à venir. L'année dernière, font savoir ces organisations, trente-neuf pays et institutions se sont engagés à stopper les investissements publics (aux nouvelles) exploitations pétrolières et gazières et de promouvoir l'accès à l'énergie durable pour tous.

Des partenariats ne profitant pas à la RDC

Les ONG ont révélé, s'appuyant sur les expériences du secteur extractif de la RDC, que tous les partenariats aussi bien dans le secteur minier que pétrolier se sont fait dans une situation où le pays est en position de faiblesse. La conséquence en est, indiquent-elles, que tous ces partenariats n'ont pas bénéficié à la RDC, cette dernière



Le logo de la Dynamique Pole

ne maîtrisant pas son sous-sol. Pour ces organisations, les enchères pétrolières en vue de lancement les sont exactement dans les mêmes circonstances. « Il y a des risques qui se présentent qu'aucun investisseur sérieux ne pourra s'engager dans une transaction dont l'issue reste incertaine, aucune certification n'étant faite pour les gisements pétroliers des blocs concernés par ces appels d'offres. La probabilité est grande qu'il n'y ait que des sociétés juniors qui s'intéressent aux blocs, voire fictives sans capacité technique et financière, qui ne vont venir que pour des spéculations économiques comme cela a été le cas depuis 2007 », ont mentionné ces ONG, qui alertent que selon le New York Times, déjà, la compagnie pétrolière TotalEnergies a dit qu'elle ne prendrait pas part aux ventes aux enchères.

Surestimation des bénéfices de l'exploitation des blocs pétroliers en RDC sans études probantes

Notant que dans beaucoup d'interviews, le ministre des Hydrocarbures parle des milliards de dollars de recette pour l'Etat congolais pour cette exploitation, ces ONG se demandent

comment, dans le cas où cela serait vrai, le Congolais lambda pourrait-il en profiter ? « L'exploitation minière devait apporter beaucoup d'argent pour le pays, mais il se vit en RDC un contexte assez particulier dominé par la corruption, coulage des recettes et autres problèmes qui font que la majorité de Congolais n'en profite pas de ses richesses », ont-elles fait savoir. Et de relever que plus de 90% de Congolais n'ont pas l'accès à l'électricité, pour ne citer qu'un des milieux de manque de services publics et sociaux des Congolais, notant, en plus, que les recettes envisagées ne couvrent pas les coûts environnemental, socio-économique et climatique qui entraînent l'exploitation pétrolière.

Des chiffres avancés sans études Dans la suite de ses questionnements, la Société civile se demande également comment, sans études probantes, le gouvernement est arrivé à définir les chiffres avancés comme bénéfique. Généralement, note-t-elle, cela est motivé par les entreprises qui y portent leurs intérêts. « Nous savons pour ce faire que les multinationales ne se soucient que de leurs profits et demandent à l'Etat congolais d'assurer les risques associés à l'exploitation pétrolière comme

le font les compagnies pétrolières en Ouganda voisin, vu les incertitudes de ce secteur, l'expansion de l'exploitation pétrolière », ont souligné ces organisations qui pensent que ceci constituerait un grand risque d'endettement pour le pays.

Soulignant plusieurs autres considérations, concernant le bénéfice pour les populations congolaises de ces exploitations, ces organisations disent attendre du président de la République d'initier une étude d'analyses technico-économiques, sociales et environnementales, climatiques préalables qui démontre que l'exploitation des pétroles bénéficierait la RDC et ses enfants dans le moyen et long terme. « La ville de Moanda est la preuve que l'exploitation pétrolière et gazière ne peut apporter le développement et n'est peut être fait dans le respect de l'environnement. L'impact de l'exploitation pétrolière faite dans le bassin côtier au Kongo central ne semble pas être visible ni palpable d'abord sur l'économie nationale, et puis surtout le contenu local. Au contraire, ces activités d'extraction pétrolière ont un coût environnemental et social considérable pour les populations locales », ont souligné ces ONG.

A la suite de ces considérations et plusieurs autres sur les plans social, environnemental, économique et politique, la Dynamique Pole dit inviter le chef de l'Etat à surseoir le processus de mise aux enchères de ces blocs pétroliers et gaziers en vue, « le temps qu'une étude minutieuse puisse être menée pour que la RDC lève conséquemment des options liées à l'exploitation de ses hydrocarbures en particulier et de la définition de sa politique de développement durable, de manière générale ».

Lucien Dianzenza

BUTEMBO

Caritas fait la promotion du crédit aux personnes handicapées

Dans le cadre d'un programme de sécurité alimentaire, financé par Norad, à travers la Caritas Norvège, Caritas Butembo a organisé récemment une activité de sensibilisation avec les membres des Associations villageoises d'épargne et de crédit (Avéc) des personnes vivant avec handicap, dénommée « Wandugu Wadogo ».

La séance sur la gestion des « Avéc » s'est déroulée sur le site de Lukanaga, dans la ville de Butembo. Elle a été animée par Mr José Poka, chargé de programme à la Caritas Congo. Celui-ci a demandé aux participants de renforcer les épargnes au sein

de leur Avéc et d'y adhérer massivement afin d'accéder facilement au crédit. Selon les experts, l'Avéc offre aux emprunteurs des possibilités de crédit abordables, et un rendement d'épargne qui excède généralement celui obtenu auprès d'une institu-

tion officielle." C'est une approche bien adaptée aux ménages les plus démunis", expliquent-ils.

Notons que l'association « Wandugu Wadogo » compte quarante-trois membres, dont vingt et une femmes. Les membres de l'Avéc « Wandugu Wadogo » possèdent un champ

de pomme de terre de 0.07 ha. Ils emblavent la pomme de terre de variété carolus. En outre, ils ont déjà reçu chacun un géniteur de lapin (onze lapins) à crédit.

Blandine Lusimana

JULES CÉSAR À KINSHASA

Opéra Terre d'orage prépare une représentation du chef-d'œuvre d'Haendel

Confiée au pianiste Dacruz Kapesa, la préparation en cours s'effectue avec les solistes et vingt-cinq instrumentistes en prolongement de la master class tenue en juin dernier par la soprano Isabelle Kabatu avec le concours du metteur en scène italien Stephano Giuliani.

L'avancement des préparatifs, aux dires du pianiste Dacruz Kapesa, est en conformité avec le calendrier établi et lancé en juin dernier. « Nous travaillons déjà sur Jules César, le master class a permis de faire une remise à niveau de toute l'équipe de l'opéra, instrumentistes et solistes compris. Nous travaillons pour une meilleure exécution de l'œuvre. En plus du pianiste et une équipe de vingt-cinq instrumentistes, il sera associé deux instruments traditionnels, le xylophone et le tam-tam », a-t-il indiqué au Courrier de Kinshasa. Et de renchérir : « Ma responsabilité en tant que pianiste au sein du projet, c'est en premier lieu d'être en mesure de bien exécuter l'œuvre, puis de faciliter l'accompagnement des solistes. Veiller à ce qu'ils soient en mesure de bien exécuter les notes, de suivre les altérations et de pouvoir surmonter les passages difficiles, les difficultés qui surviennent dans l'exécution de l'œuvre ». Lors de l'étape initiale, la master class qui a servi à poser



Dacruz Kapesa et Stefano Giuliani avec quelques artistes lyriques (DR)

les bases, le metteur en scène italien Stefano Giuliani avait assuré sa partition. Ce, en donnant « les préalables » quitte à enseigner les solistes sur « la manière de travailler la prononciation en italien ». Et à l'occasion avait aussi livré « un aperçu de la mise en scène et de la conscience de scène ». Ceci, de sorte à outiller suffisamment

les artistes pour la réussite du spectacle à présenter en décembre.

Carte blanche a donc été donnée depuis au pianiste Dacruz Kapesa pour assurer la continuité de la préparation d'ici, nous a-t-il affirmé, « le retour d'Isabelle et Stefano en novembre pour finaliser la préparation en cours ». La

musique de l'Opéra de Jules César de Haendel va reposer sur l'orchestration dont le pianiste assure la coordination en ce moment. Formé au piano et à l'écriture musicale à l'Institut national des arts, Dacruz Kapesa assure le suivi d'une vingtaine de solistes, du chœur composé d'une quarantaine de personnes. « Au départ, il

était question de travailler avec vingt-cinq musiciens de l'Orchestre symphonique kimbanguiste (OSK) mais nous avons changé d'option », nous a-t-il prévenu sans plus. Ainsi, en remplacement de cette équipe précédente, le projet est relancé avec « des musiciens professionnels de Kinshasa dont la majorité sont autodidactes ».

Aujourd'hui « pianiste indépendant », nous a-t-il dit, après une expérience acquise notamment comme stagiaire à l'OSK, le jeune Dacruz est enchanté de participer aussi activement au projet en qualité d'assistant principal du maestro Maxime Selemani. Ce dernier est l'initiateur du concours Vox Awards, partenaire de l'Opéra Terre d'Orage d'Isabelle Kabatu, porteuse du projet qui en est à sa seconde expérience à Kinshasa. En effet, c'est fort du succès remporté par La flûte enchantée de Mozart, le projet initial peaufiné en collaboration avec Vox Awards, présenté en décembre dernier qu'a été mis en route Jules César.

Nioni Masela

PEOPLE

Sortie imminente de Ferre Gola

Dans un communiqué officiel émis le 1er août, l'avocat du chanteur, Me Louis Balling, a évoqué « une mesure judiciaire lui permettant de recouvrer la liberté dans les prochains jours ».

Se gardant d'être plus explicite sur le jour exact de la sortie de son client, l'avocat de Ferre Gola a néanmoins déjà apaisé les esprits sur le dénouement heureux de son sort. Et qui plus est, d'aucuns estiment à présent que la date du 15 août avancée par certains médias depuis peu n'était peut-être pas fautive. Le communiqué établi à Paris et relayé sur la toile depuis son émission revient sur les circonstances de l'arrestation de la star en juin dernier. En effet, d'entrée de jeu, Me Louis Balling fait savoir que « Monsieur Gola a été incarcéré à la suite d'un contrôle aux frontières en raison d'une très ancienne peine qui n'a pas pu être aménagée à l'époque en raison de son absence régulière du territoire français ». Quoiqu'il en soit, l'avocat a laissé entendre que l'interprète de Vita Imana n'était pas totalement tiré d'affaire.



Communiqué de Me Louis Balling annonçant la sortie imminente de Ferre Gola (DR) Relaxé, il sera soumis à une autre sanction que l'incarcération. « Les magistrats



Sortie imminente de Ferre Gola (DR)

gations ont estimé, au regard de la nature de faits, de leur ancienneté et de leur non répétition qu'il convient de mettre en place une mesure autre que l'emprisonnement », prévient-il d'ores et déjà. Pour l'heure nul ne sait ce qu'il en sera au juste. Ainsi, la relaxation de « Chair de Poule », lit-on dans le communiqué, tient au fait que le chanteur est juste bénéficiaire « d'une mesure judiciaire ».

Ce qui, au bonheur de ses fans et de ses proches, va lui permettre « de recouvrer la liberté dans les prochains jours ». Les termes de l'arrangement qui ont conduit à la décision conciliante de la justice restent inconnus et pour plusieurs ceci vient confirmer les allégations d'une arrestation arbitraire lors de son interpellation à l'aéroport en partance pour la Guinée.

N.M.

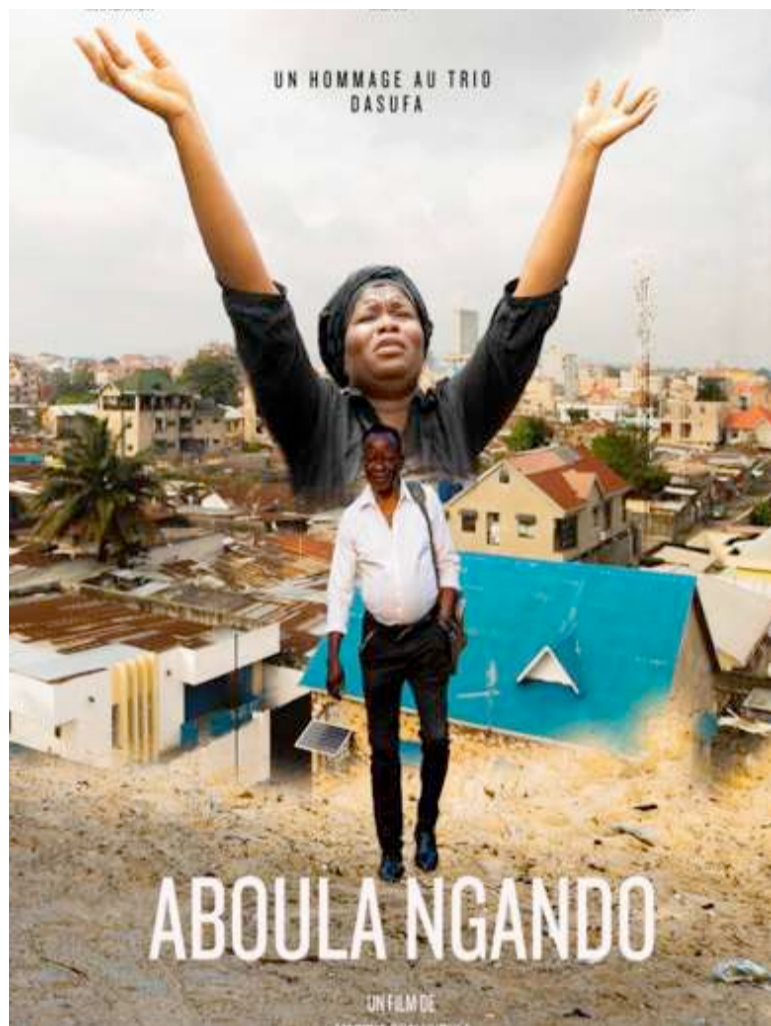
FESTIVAL CINÉMAS D'AFRIQUE DE LAUSANNE

Quatre films congolais à l'affiche

Awa ! de Déborah Basa, Jeu Mundele (Jeu de hasard) de Kadhafi Mbuyamba, Libende Boyz de Wendy Bashi et Aboula Ngando de Marcus Onalundula sont les courts métrages réalisés et tournés en RDC inscrits dans la programmation de la 16e édition de cette rencontre suisse, qui aligne plus de soixante films du 17 au 21 août.

Déborah Basa, Kadhaffi Mbuyamba, Wendy Bashi et Marcus Onalundula font partie des quatre réalisateurs africains dont le talent est honoré à cette 16e édition du Festival cinémas d'Afrique de Lausanne. Toutes les deux produites par Bimpa production et réalisées à Kinshasa, les deux fictions Awa ! et Jeu Mundele (Jeu de hasard), sont les films respectifs de Déborah Basa et Kadhaffi Mbuyamba. Leurs projections sont prévues pour le vendredi 19 août à 14h30 et 21h00.

Pour le réalisateur Tshoper Kabambi, directeur de Bimpa Production, la programmation de ces deux films en Suisse constitue un motif de fierté pour la boîte locale. Elle fait en sorte, dit-il, de respecter les objectifs qu'elle s'est assignés, à savoir qu'elle œuvre activement « pour l'émergence, la visibilité et la promotion du cinéma congolais ». Et d'autant plus qu'en ce qui concerne Awa, il sied de rappeler qu'en juin dernier, le drame de 26 minutes



L'affiche d'Aboula Ngando de Marcus Onalundula

remportait le prix du jury jeune, son quatrième, de la 16e Caravane des cinémas d'Afrique. Les trois précé-

dents étaient celui du « meilleur film » au Congo film festival en décembre 2020, « prix de la critique » de la

15e édition des Rencontres du film court à Antananarivo, Madagascar et le « Prix Sudu connexion », également remportés en 2020. Jeu Mundele (Jeu de hasard), quant à lui, a déjà été vu dans une dizaine de festivals, notamment à l'Afrika Filmfestival 2022 de Louvain, le 5 mai dernier. Deux films de la diaspora Diversifiée, la programmation de cette 16e édition du Festival lausannois qui a choisi de faire honneur à des films africains primés comme Awa ! promet aussi « des découvertes encore inédites, des créations fortes et originales issues des différentes régions et cultures du continent et des diasporas africaines ». Ainsi la diaspora congolaise est-elle présente à travers Libende Boyz de Wendy Bashi et Aboula Ngando de Marcus Onalundula dont les projections sont prévues pour le dimanche 21 août à 17h00 et 18h30.

Tourné également en RDC, le seul documentaire parmi les quatre réalisations représentant la RDC à Lausanne,

Libende Boyz a déjà été vu en avant-première en avril dernier, en Suisse, à Nyon, en marge du Festival Vison du réel. Puis ensuite il a été projeté en première africaine au 13e Festival international du cinéma documentaire de Saint-Louis. Sa projection se fera en présence de la journaliste Wendy Bashi qui raconte l'histoire du groupe de rappeur de Beni, au Nord-Kivu, Libende Boyz qui se traduit par Hommes d'aciers en français. Aboula Ngando, lui, est un hommage rendu au trio comique Dasufa à travers l'adaptation d'un de ses plus célèbres sketches télévisés diffusés sur le petit écran au début des années 1980.

Aux projections de films africains, le Festival joint des activités variées, débats, rencontres, soirées thématiques, expos-photos et concerts, mais aussi un espace gastronomie quitte à créer une ambiance plus conviviale autour de l'événement cinéma et offrir plus de divertissement à son public en salle et en open air.

Nioni Masela

ADIAC

Toute l'actualité
Du Bassin du Congo
EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



TERRORISME

De nouvelles actions envisagées en Afrique pour contrer le phénomène

Dans le cadre de la lutte contre le fléau, plusieurs opérations vont être engagées sur le continent africain alors que d'autres se poursuivent sur le terrain. Parmi les actions menées figure celle des Nations unies qui envisagent de « renforcer la gouvernance » dans certaines parties d'Afrique menacées par les djihadistes afin d'y « réduire la vulnérabilité » des habitants. Quant à la France, elle indique vouloir continuer « de bâtir son action » dans la région avec l'organisation des Etats ouest-africains pour lutter contre le terrorisme « au service d'Etats souverains légitimes ».

Pour renforcer la sécurité en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, les populations des zones frontalières dans ces deux pays qui partagent 620 km de frontière vont bénéficier d'un projet de 3,6 millions d'euros, financé par l'ONU. Plus de 20 000 personnes des régions des Cascades (sud-ouest du Burkina), du Tchologo et du Bounkani (nord de la Côte d'Ivoire), bénéficieront de ce projet, selon un communiqué de l'Unicef et du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). « Outre le renforcement de la cohésion sociale entre les communautés le long de la zone frontalière, puis entre ces communautés et les forces de sécurité et de défense, ce projet en place jusqu'à fin 2023 a également pour objectif d'améliorer les services sociaux », signale-t-on.

En janvier dernier, le gouvernement ivoirien avait déjà annoncé un grand plan d'aides sociales pour le nord

du pays à destination des jeunes, cibles privilégiées du recrutement des groupes djihadistes. Cela s'explique par le fait qu'en 2020 et 2021 le nord de la Côte d'Ivoire a connu plusieurs attaques de djihadistes présumés contre l'armée. Cette partie du pays accueille, par ailleurs, depuis quelques mois des milliers de réfugiés venus du sud du Burkina Faso voisin, fuyant des attaques meurtrières

« Nous ne lâcherons pas la sécurité du continent africain »

parfois perpétrées à quelques kilomètres de la frontière.

Le Burkina Faso, dirigé par une junte militaire qui a pris le pouvoir au début de l'année

en cours, n'est pas non plus en paix : il fait face dans le nord, le centre et l'est, à des attaques régulières et sanglantes qui ont fait depuis sept ans des milliers de morts et près de deux millions de déplacés.

La France restera résolument engagée pour la sécurité de l'Afrique

Outre l'action de l'ONU dans ces deux pays, la France est préoccupée par la situation sécuritaire en Afrique. C'est pour cela que lors de sa tournée africaine effectuée du 25 au 28 juillet dernier, le président français, Emmanuel Macron, a réitéré la volonté de son gouvernement de combattre le terrorisme en Afrique. « Nous ne lâcherons pas la sécurité du continent africain », a-t-il prévenu à Yaoundé, en réaffirmant sa volonté de « réinventer » le « dispositif militaire et sécuritaire » français, notamment au Sahel. Et d'ajouter : « La France restera résolument engagée pour la sécurité

du continent en appui et à la demande de nos partenaires africains », ajoutant que la France restera mobilisée « aux côtés des pays du bassin du lac Tchad pour les aider à lutter contre les terroristes qui endeuillent depuis tant d'années l'extrême-nord du Cameroun », où est actif Boko Haram.

Paris qui maintient une forte présence militaire en Afrique, avec des éléments déployés au Sénégal, au Gabon et à Djibouti, veut aussi coopérer avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) pour combattre le terrorisme. « La France continuera de bâtir son action dans la région au service d'Etats souverains légitimes et de cette organisation régionale, car nous considérons que notre rôle est d'aider la région à réussir cette bataille contre le terrorisme », a déclaré Emmanuel Macron lors d'un point-presse avec son homologue bissau-guinéen, Umaro

Sissoco Embalo, qui vient de prendre la présidence de l'organisation.

Le renforcement de la lutte contre le terrorisme s'avère nécessaire partout en Afrique au moment où la France opère la réarticulation de son dispositif en se retirant du Mali, et à l'heure où le continent est devenu une zone de croissance exponentielle du djihadisme. Il faut noter qu'aujourd'hui la centrale djihadiste surnage au Levant (Irak, Syrie) mais s'étend sur le continent africain, où ses filiales ne cessent de perpétrer des attaques meurtrières. C'est notamment le cas au Mozambique où plus de 3 100 soldats venus de plusieurs pays africains ont été déployés dans la province du Cabo Delgado le mois dernier, en proie depuis fin 2017 à des violences djihadistes. S'y ajoute la Somalie où le rétablissement annoncé de la présence militaire française suscite l'espoir de paix.

Nestor N'Gampoula

MALI

Relance de l'accord de paix

Après plusieurs mois d'attente, le gouvernement malien de transition et les groupes armés du Nord-loyalistes et ex-indépendantistes, signataires de l'accord de paix en 2015 sont à nouveau réunis.

La « réunion de niveau décisionnel » sur l'application de l'accord de paix, dont les travaux dureront une semaine, a débuté le 1er août à Bamako sous l'égide de la médiation internationale menée par l'Algérie et, dont font également partie les Nations unies et la Cédéao.

Les groupes de travail plancheront sur certains points de blocage de l'application de l'accord de paix. Notamment, celui des quotas de combattants issus des groupes armés qui doivent être intégrés dans l'armée malienne dite « reconstituée ». La place accordée aux ex-rebelles dans les postes de commandement est jusqu'ici un important point d'achoppement.



« voir enfin le Mali accéder à une nouvelle ère de paix et de cohésion nationale »

Selon les termes de référence élaborés par le ministère malien de la Réconciliation, le colonel Ismaël Wagué, les questions politiques et institutionnelles « non liées à la révision constitutionnelle » en cours seront également abordées.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le ministre malien de la Réconciliation a demandé aux participants de « saisir l'opportunité » des travaux pour « voir enfin le Mali accéder à une nouvelle ère de paix et de cohésion nationale ».

Signalons que l'application de l'accord de paix est gelée depuis près de dix mois et de nombreux observateurs craignent une éventuelle reprise des hostilités.

Yvette Reine Nzaba

BSCA Bank

Banque Sino-Congolaise pour l'Afrique

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 53.342.800.000 Francs CFA, RCCM CG/BZV/14B 5578
Siège Social: Immeuble BSCA.Bank, Boulevard Denis SASSOU NGUESSO, BP199 Brazzaville, République du Congo.
Tél: +242 223 303 888 E-mail:service@bscabank.com http://www.bscabank.com/

N° AG 02/2022

Brazzaville, le 25 juillet 2022

CONVOCATION A LA 2^E SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA BSCA.BANK POUR L'ANNÉE 2022 DU 10 AOUT 2022

Aux Actionnaires de la BSCA.Bank,

J'ai l'honneur de vous informer que la 2^{EME} Réunion de l'Assemblée Générale des Actionnaires pour l'année 2022 de la BANQUE SINO-CONGOLAISE POUR L'AFRIQUE en sigle BSCA.Bank, aura lieu le 10 AOUT 2022, à 10H00, à l'immeuble BSCA.Bank, Boulevard Denis Sassou Nguesso, Centre-ville, République du Congo, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

2) Adoption du Paiement de la prime de bilan de la BSCA.Bank;

3) Pouvoirs pour formalités;

La participation par vidéoconférence ou conférence téléphonique est admise et la présence de tous est vivement souhaitée.

Je vous prie d'agr éer,

1) Examen et adoption du projet d'ordre du jour;

Le Conseil d'Administration



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

**SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA**



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE
DU CONGO

GUERRE EN UKRAINE

L'UE craint de perdre l'Afrique selon un rapport confidentiel

Alors que l'Union européenne (UE) et l'Afrique sont de plus en plus divisées sur la guerre en Ukraine, les diplomates européens plaident dans un rapport confidentiel en faveur d'une approche plus « transactionnelle » de l'aide étrangère liant le financement des pays africains à leur volonté de travailler « sur la base de valeurs communes et d'une vision commune ».

Calibrer l'aide de l'Europe en fonction de la position de l'Afrique

Il s'agit d'un document de cinq pages, supervisé par la cheffe de la délégation de l'UE auprès de l'Union africaine (UA), Brigitte Markussen, avec la collaboration des chefs de mission des pays de l'UE à Addis-Abeba, en Éthiopie. Ce rapport a été remis aux diplomates européens à Bruxelles la semaine dernière. Il appelle à « la compréhension et l'empathie pour les défis africains, et la volonté d'aider à trouver des solutions concrètes ».

Le document indique que l'Europe est « la principale victime indirecte de la guerre d'agression en Ukraine », citant « des conséquences dramatiques dans tous les aspects (sécurité, économique, financière, sociale, migration - 7 millions de réfugiés, chômage) ». Il ouvre la possibilité de calibrer l'aide étrangère de l'Europe en fonction de la position de l'Afrique. « En devenant plus transactionnels dans notre approche, nous devrions être clairs sur le fait que la volonté des Européens de maintenir des niveaux plus élevés d'engagement financier dans les pays africains dépendra d'un travail basé sur des valeurs communes et une vision commune », peut-on lire dans le rapport.

« Un moment critique » pour l'UE

Malgré les milliards d'euros promis à l'Ukraine, l'UE a toujours déclaré publiquement que les pays africains recevraient les

mêmes montants d'aide au développement que ceux initialement convenus dans leurs plans par pays 2021-2027. Pour les diplomates, « il est clair que plus la guerre durera longtemps, moins il y aura de ressources ». Ils abordent notamment la formation militaire, les Droits de tirage spéciaux, la migration - mais une renonciation aux droits de propriété intellectuelle et les besoins énergétiques de l'Afrique se sont avérés les plus controversés. Le rapport appelle à améliorer les messages publics et privés. Il faut dire que les relations entre l'UE et l'Afrique se sont refroidies ces derniers mois en raison des inquiétudes des dirigeants africains, liées aux sanctions contre la Russie en réponse à la guerre en Ukraine, car elles exacerbent la crise alimentaire mondiale.

Des explications de l'UE qui ne semblent convaincre les dirigeants africains

De hauts responsables de l'UE se sont efforcés de dissiper cette idée. « Cette crise alimentaire n'est pas causée par les mesures restrictives européennes », a déclaré le chef des Affaires étrangères de l'UE, Josep Borrell, lors d'une réunion du G20 en Indonésie, ainsi que le président français, Emmanuel Macron, au cours de sa récente tournée africaine, répétant que le secteur agricole russe n'est pas ciblé, et que les sanctions n'interdisent pas l'importation de produits agricoles, ni d'engrais, ni le paiement des exportations russes. Le rapport d'Addis-Abeba montre que ce

message ne passe pas. « Les effets des sanctions de l'UE sur les pays tiers doivent être soigneusement évalués par des experts, et les informations factuelles doivent être partagées avec les diplomates », écrivent les diplomates. Et de poursuivre: « Il ne suffit pas de dire que les sanctions de l'UE ne sont pas responsables de la crise alimentaire, nous avons besoin de plus de substance et de LTT plus précises [lignes à suivre], non seulement sur les sanctions, mais aussi sur les cas où nous avons été accusés de deux poids, deux mesures et sur le fait que plus la guerre prendra du temps, plus nos ressources seront sollicitées ». Des frictions étaient encore plus perceptibles dans le tweet d'un porte-parole du président de la Commission de l'UA, indiquant qu'un accord visant à autoriser l'exportation de céréales depuis les ports de la mer Noire était le résultat d'un appel direct de l'UA, lors de la rencontre avec le président russe, Vladimir Poutine, à Sochi. Ce à quoi beaucoup n'étaient pas d'accord à l'époque.

L'UE craint que les pays africains s'éloignent davantage de leur position

Le rapport cite la réunion de Sochi début juin comme faisant partie d'une « tendance qui semble indiquer que l'UA et ses États membres pourraient s'éloigner davantage de notre position [du moins publiquement]. La réputation de l'UE en tant que médiateur, artisan de paix, s'érode en raison de l'assistance militaire

de l'Union à l'Ukraine », relève le document, qui poursuit : « En Afrique, l'UE est perçue comme alimentant le conflit, et non comme un facilitateur de paix. De nombreux États membres de l'UA n'identifient pas d'intérêt à prendre parti dans ce qu'ils perçoivent comme un conflit 'Est-Ouest' [...] Les héritages coloniaux et postcoloniaux, y compris les liens historiques d'un bon nombre de pays avec l'Union soviétique et par la suite la Russie, influencent fortement les mentalités et les positions, tout comme le double standard occidental perçu. En outre, les AUMS s'inquiètent de la pression russe sur eux ». Les pays africains « appellent donc à une révision des sanctions et des négociations en vue d'une solution politique à la guerre ».

Le rapport décrit comment rendre la sensibilisation de l'UE à l'UA et à ses États membres aux conséquences de la guerre en Ukraine plus « ciblée, audible et efficace. Les partenaires africains ont parfois l'impression que l'UE leur fait la leçon sur les valeurs. Donner des conférences devrait être 'interdit'. Nous devons plutôt souligner que la défense de nos valeurs est de la plus haute importance, mais aussi reconnaître humblement qu'elle est parfois complexe, c'est-à-dire défendre les valeurs morales contre les intérêts économiques ». Pour les diplomates une attention particulière devrait être accordée aux relations entre l'Afrique et la Russie, mais aussi avec la Chine.

Un rapport contenant des messages contradictoires et des mises en garde

Mais ce rapport contient parfois des messages contradictoires. Ici on peut lire : « Le siège de l'UE devrait fournir des données claires sur le soutien de l'UE et le poids des relations Europe-Afrique ». Et ailleurs : « Nous devrions transmettre des messages francs pour nous libérer d'être perçus principalement comme un fournisseur d'argent ». Il met aussi en garde contre « les retombées négatives potentielles d'être perçu comme faisant pression sur les Africains pour qu'ils prennent parti, ou leur prescrivant quoi faire », tout en conseillant plus tard sur la nécessité de « souligner que si l'Afrique a l'ambition de devenir un acteur mondial important, y compris au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, elle doit discuter et prendre position sur les affaires non africaines ». Mais « se concentrer uniquement sur la Russie-Ukraine incitera les Africains à baisser le volume et à cesser de nous écouter », prévient le rapport. Car « s'écouter les uns les autres dans le respect mutuel est ce que font les amis proches et les partenaires stratégiques », poursuit le rapport. « Bien qu'il soit peu probable que les positions de l'UE et de l'UA convergent vers l'Ukraine à ce stade, tous les canaux de communication doivent rester largement ouverts pour favoriser la compréhension et le respect mutuels », concluent les diplomates.

Noël Ndong

CENTRAFRIQUE

La CPI lance un mandat d'arrêt contre Nourredine Adam

La Cour pénale internationale (CPI) a annoncé, le 28 juillet, avoir émis un mandat d'arrêt contre Nourredine Adam, ex-chef rebelle de la Séléka, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité présumés lors de la guerre civile en 2013.

Nourredine Adam, actuellement au Soudan selon plusieurs experts, est recherché pour des crimes qui auraient été commis alors qu'il était ministre de la Sécurité sous la Séléka, une coalition de groupes armés principalement composée de musulmans ayant renversé en 2013 l'ancien président de la République François Bozizé.

Selon les procureurs de la CPI, Nourredine Adam est, entre autres, suspecté des crimes de

torture, persécution et disparition forcée dans des centres de détentions dirigés par le régime en place à l'époque.

Le gouvernement centrafricain, par l'entremise du ministre de la Communication Ghislain Djorie, a encouragé l'action de la CPI en déclarant : « C'est un acte qu'on ne peut qu'encourager et suivre de près de notre côté. Nul n'est au-dessus des lois, tous ceux qui ont commis des délits et crimes

sur le sol centrafricain seront jugés. Le gouvernement ne fait que respecter les procédures de la communauté internationale ».

Le mandat d'arrêt de la CPI contre Nourredine Adam avait été émis en janvier 2019, mais était depuis conservé sous-scélé dans l'espoir d'optimiser les chances de l'arrêter. Nourredine Adam est actuellement chef du Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique. L'année dernière, le groupe a re-

fusé de déposer les armes en réponse à une offre de cessez-le-feu du président centrafricain Faustin-Archange Touadera.

Rappelons que deux autres anciens chefs de guerre centrafricains, Patrice-Edouard Ngaissona et Alfred Yekatom, qui dirigeaient des milices anti-Balaka, sont actuellement jugés à la CPI pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Yvette Reine Nzaba

Appel à candidature pour la gestion des projets financés par les Institutions financières internationales

Titre du Poste : Coordonnateur de projet

Contexte :

Dans le but d'améliorer la gouvernance et la performance du portefeuille des projets financés par les institutions financières internationales et placés sous la tutelle du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, le présent appel à candidature est lancé Pour les postes de coordonnateur de projet.

Mission :

Les candidats ou les candidates seront chargé(e)s de la gestion du projet en coordonnant tous les services rattachés à l'exécution du projet. Ils ou elles seront l'interface entre le Ministère des finances, du budget et du portefeuille public et le partenaire financier sur toutes les questions relatives à l'exécution spécifique du projet.

Principales tâches et responsabilité :

Profil :

- Bon manager ;
- Capacité de travailler en équipe et sous pression ;
- Bonne expression écrite et orale ;
- Intégrité morale et professionnelle ;
- Responsabilité professionnelle ;
- La pratique de l'anglais serait un atout ;
- Capacité d'adaptation ;
- Bonne connaissance du logiciel Microsoft.

Expérience :

Nationalité congolaise

Titulaire d'un Bac+5 dans les filières suivantes : droit, économie, finance ou gestion

Expérience de 5 ans au moins à des postes de responsabilité dans l'administration ou dans le secteur privé

Bonne connaissance du cycle des projets financés par les institutions financières internationales

Merci d'adresser une lettre de motivation et CV détaillé à l'adresse ci-dessous

Lieu de dépôt :

Les dossiers complets seront envoyés à l'adresse suivante :

cgmp@finances.gouv.cg ou auprès de la cellule de Gestion des Marchés Publics, premier étage du Ministère des Finances, du Budget et du Portefeuille Public, Direction de la Solde, porte n° 1, les jours ouvrables du lundi au vendredi de 8h00 à 16h00, BP : 2083, Brazzaville, sous plis fermés avec la mention de poste de coordonnateur à l'attention du Directeur de cabinet.

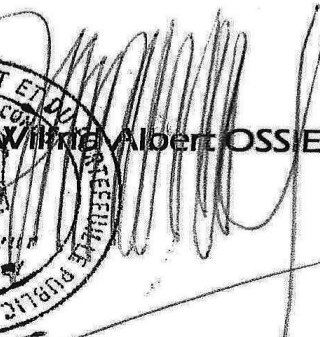
Le délai de dépôt :

Le délai de dépôt de candidature est fixé à deux (02) semaines à compter de la date de publication du présent appel à candidature.

Procédure de recrutement :

Le recrutement du candidat(e) se fera sur CV suivi d'un entretien. Seuls les candidat(e)s présélectionnés seront contactés.

Le Directeur de Cabinet,


Le Directeur de Cabinet
MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU PORTFOLLE PUBLIC
REPUBLIQUE DU CONGO
Le Directeur de Cabinet
Wilfried Albert OSSIE

CFCO

Des travaux d'urgence prévus sur la voie ferrée

Le gouvernement a annoncé, dans le cadre de son Plan de résilience sur la crise alimentaire, l'entretien de la voie ferrée devenue vétuste et le renforcement de la capacité de traction du Chemin de fer Congo-océan(CFCO). Cette initiative vise en priorité à faciliter le transport des produits alimentaires dans un contexte de la flambée continue du panier de la ménagère.

Le réseau national du CFCO, traversant les départements situés entre Brazzaville et Pointe-Noire, fait partie des corridors prioritaires pour la circulation des produits alimentaires. Or, le constat dressé de la ligne ferroviaire montre la vétusté des infrastructures ferroviaires, l'insuffisance des wagons et de locomotives, le faible niveau du trafic ferroviaire.

Le Plan de résilience du gouvernement s'étend sur la période 2022-2023, avec à court terme un besoin en financement estimé à environ 133 milliards FCFA, dont 76 milliards FCFA pour le renforcement du secteur des transports. Il est donc attendu : « *l'appui au CFCO par la mise en œuvre de cette action nécessite l'amélioration de la capacité de traction et la réhabilitation de la voie ferrée* », précise le document. L'annonce de la réhabilitation du CFCO vient s'ajouter à d'autres projets qui sont toujours en attente de réalisation. C'est le cas du projet de la re-



Une locomotive du CFCO/Adiac

lance de l'entreprise publique par l'État en partenariat avec la société sud-africaine Transnet. Une étude de faisabilité aurait été menée à Pointe-Noire et Brazzaville par Transnet, avant le lancement effectif des tra-

vaux. Plus de cinq ans après, le CFCO peine à relancer ses activités.

En avril 2017, le gouvernement congolais et la société China civil engineering construction corporation (CCECC) ont si-

gné un protocole d'accord pour la reprise de l'opérateur public de chemin de fer. La société chinoise CCECC s'était engagée à dépêcher ses meilleurs experts à Brazzaville pour les études de faisabilité. À travers

ce protocole d'accord, la société chinoise devrait réhabiliter non seulement des lignes Pointe-Noire/Brazzaville (510km) et Mont-Belo/Mbinda (285km), mais également construire de nouvelles lignes entre Lékana et Sembé (330km), Ouessou et Garabinzam (340km), Lékana et Brazzaville (386km) enfin entre Komono et Mossendjo (80km). Le gouvernement a signé d'autres accords portant sur l'achat de nouvelles locomotives et la modernisation des installations ferroviaires. Mais toutes ces initiatives sont encore au stade de projet. Les réformes annoncées et des accords conclus dans ce domaine n'ont pas pour l'instant permis de redresser le CFCO.

Mis en service depuis 1934 puis relancé en 1962, le Chemin de fer Congo-océan dispose d'un réseau d'une longueur de 886 km, soit 510 km entre Pointe-Noire et Brazzaville, 285 km de Mont-Bélo à Mbinda et 91 km du tronçon hors de la ligne.

Fiacre Kombo

« L'appui au CFCO par la mise en œuvre de cette action nécessite l'amélioration de la capacité de traction et la réhabilitation de la voie ferrée »

AGRICULTURE PÉRIURBAINE

Des producteurs initiés aux nouvelles techniques d'irrigation

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, a procédé au lancement, le 2 août à Brazzaville, d'un projet FAO sur les bonnes pratiques d'irrigation. Destiné aux zones périurbaines, le nouveau projet agricole devra aider les maraîchers à mieux gérer l'eau pour accroître leur production.



Photo de famille/Adiac

Le Congo est l'un des trois pays de la sous-région bénéficiaires du projet initié par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), dont le but est d'améliorer la production agricole en zones périurbaines. « Appui à l'intensification durable de la production à travers des systèmes de culture protégés, adaptés, et à la sensibilisation sur les bonnes pratiques d'irrigation en zones urbaines d'Afrique centrale » est l'intitulé intégral du projet qui

vient d'être lancé avec le soutien de l'agence onusienne.

Les principaux acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet (pouvoirs publics, les partenaires onusiens et les producteurs de la ceinture maraîchère de Talangai, dans le sixième

arrondissement de Brazzaville) ont été conviés à la session inaugurale, pour être sensibilisés aux résultats attendus de l'initiative et à l'élaboration d'une feuille de route. Les participants ont aussi partagé leurs expériences sur les systèmes de culture protégés

et adaptés et sur les bonnes pratiques d'irrigation.

Il faut ajouter que l'essentiel du projet couvre le maraîchage qui se pratique dans de petites structures en périphérie des villes avec des niveaux de production faibles. D'après la représentante résidente de la FAO au Congo, Yannick Ariane Rasoirimanana, le projet d'irrigation permettra à terme une utilisation efficace de l'eau, la gestion de la fertilité des sols, l'introduction des cultures à valeurs élevées, le contrôle des ravageurs et les maladies touchant les plantations.

Lançant les activités du nouveau projet, le ministre en charge de l'Agriculture a fait état du développement agricole dans le pays confronté à plusieurs défis parmi lesquels les mauvaises condi-

tions d'exercice de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. « *Le Congo a des atouts pour y arriver. Cependant, les problèmes de l'irrigation et de l'utilisation de l'eau, une agriculture moins moderne impactée par le changement climatique, le manque de systèmes de culture adaptés, autant de contraintes qui impactent négativement les rendements de nos producteurs* », a-t-il relevé.

Tout comme son partenaire de la FAO, le ministre a émis le vœu de voir le projet favoriser la hausse de la production des légumes frais, les fruits...

Retenons que la finalité du projet FAO est d'arriver à accroître la capacité productive des systèmes de productions agricoles ; à sensibiliser les producteurs et formateurs aux opportunités de production sous-abri adaptées au contexte local ; et à élaborer un guide pratique servant de document de référence des cultures protégées.

F.K.

Les participants ont aussi partagé leurs expériences sur les systèmes de culture protégés et adaptés et sur les bonnes pratiques d'irrigation.

FORCE PUBLIQUE

La gendarmerie désormais rattachée au ministère de la Sécurité

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a transmis le 2 août à Brazzaville les compétences techniques de la gendarmerie à son homologue de la Sécurité et de l'Ordre public, Raymond Zéphirin Mboulou.

Les deux ministres ont signé le procès-verbal relatif au transfert de compétences techniques de la gendarmerie nationale au ministère de la Sécurité, en présence des différentes composantes de la force publique.

Le regroupement des deux corps avait été décidé en Conseil des ministres le 26 mai 2021. L'objectif visé par le gouvernement étant de renforcer les moyens de lutte contre la délinquance, les violences urbaines et périurbaines et accroître la sécurité de proximité. Pour ce faire, par note de service n°0253/MDN/MSOP du 09 septembre 2021, les deux ministères ont mis en place un groupe de travail interministériel, chargé de la formalisation du transfert organique de

la gendarmerie nationale à sa nouvelle structure de tutelle ; de l'élaboration et de la présentation, au Parlement, du projet de loi sur le rattachement de la gendarmerie nationale au ministère chargé de la Sécurité en vue de son adoption.

« Nous avons respecté les instructions du président de la République, chef suprême des armées qui a décidé du rattachement de la gendarmerie au ministère de la Sécurité et de l'Ordre public pour plus d'efficacité dans les missions de défense et de sécurité de la nation, ainsi que du peuple », a déclaré à l'issue de la cérémonie, le rapporteur du groupe de travail interministériel, le colonel de police, Béranger Kissa Mbani. Il a, par ailleurs, évoqué le



Les deux ministres signant les procès-verbal Les participants à la cérémonie

transfert d'autorité, soulignant que désormais la gendarmerie nationale qui était rattachée au ministère de la Défense nationale va être subordonnée au

ministère de la Sécurité et de l'Ordre public. « Nous, dans les forces de défense et de sécurité, parlons d'autorité parce que la hiérarchie qui

nous commande a autorité sur nous les hommes, et nous exécutons les missions», a-t-il expliqué.

Guillaume Ondze

SANTÉ PUBLIQUE

Début des consultations médicales gratuites à Bacongo

La Société congolaise de d'hypertension artérielle et médecine interne organise du 2 au 5 août au marché-Total, en partenariat avec le Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) et la mairie de l'arrondissement 2 Bacongo, la campagne de dépistage gratuit de l'obésité, du diabète et de l'hypertension artérielle.

Le coup d'envoi de ces consultations médicales gratuites a été lancé le mardi par l'administrateur maire de l'arrondissement 2 Bacongo, le Dr Simone Loubienga. Après s'être dépistée au diabète et à l'hypertension artérielle, elle a invité les habitants de Bacongo à aller massivement se faire dépister. « Je viens de faire prendre ma tension et ma glycémie. À travers ce geste, je voudrais demander à la population d'adhérer massivement à cette opération de dépistage, parce que lorsqu'on est dépisté très tôt, on évitera les forces graves du diabète, de l'hypertension et de l'obésité », a-t-elle exhorté.

Selon le Dr Simone Loubienga, l'hypertension est pourvoyeuse de beaucoup de conséquences, dont les accidents vasculaires cérébraux. Elle peut aussi toucher, a-t-elle dit, le cœur et les reins. « L'obésité aussi peut entraîner certaines conséquences dont l'hypertension et le diabète. Celui-ci peut, à

son tour, affecté les reins et pas mal d'organes dont les yeux. Lorsqu'une maladie est découverte très tôt, le traitement est prescrit tôt, les complications vont tarder à arriver », a conclu l'administrateur maire de Bacongo, déplorant le fait que les Congolais ont perdu les habitudes de pratiquer la médecine préventive.

Organisée depuis 2017 au mois de mai en République du Congo, sous l'impulsion de la Société internationale de l'hypertension artérielle, cette campagne de dépistage se déroule cette année jusqu'au 31 août prochain. Spécialiste en prévention cardiovasculaire, le Dr Christian Kouala-Landa a rappelé que cette opération qui devrait être en principe organisée dans tout le pays se limitera à certaines localités à cause du manque de financements. « Dans le monde, les maladies cardiovasculaires sont en train de prendre de l'ampleur ; c'est donc la meilleure stratégie de dépister cela tôt



Le personnel soignant prélevant les potentiels malades/Adiac

pour que la prise en charge soit précoce. Le but est d'éviter que les gens accèdent au stade de complications. Normalement, cette campagne se passe en mai, mais cette

année nous avons pris du retard en choisissant les mois de juin, juillet et août. D'ici au 31 août, nous allons nous redéployer dans les parties nord et sud du pays où nous

avons déjà eu à mener des activités dans plusieurs localités », a expliqué le Dr Christian Kouala-Landa, cardiologue au CHU-B.

Parfait Wilfried Douniama

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Le Parlement approuve l'accord de prêt avec la Banque mondiale

Les deux chambres du Parlement ont adopté, le 28 juillet, à Brazzaville, le projet de loi autorisant la ratification de l'accord de prêt d'un montant de 100 millions de dollars de la Banque mondiale (BM) à l'État congolais, en vue de financer le Projet d'accélération de la transformation numérique (PATN).

Le projet de loi approuvé par le Parlement va propulser l'économie numérique au Congo. Le PATN contribuera, entre autres, à l'augmentation de l'accès de la population congolaise à l'internet haut débit et à l'amélioration de la capacité du gouvernement à fournir des services publics adaptés grâce au numérique. Il s'agira concrètement d'élargir l'accès inclusif à la connectivité à haut débit, de renforcer le cadre réglementaire et institutionnel et la mise en place d'un marché à haut débit axé sur la concurrence, d'appuyer la transformation numérique du pays en mettant l'accent sur l'utilisation productive du haut débit dans la prestation de services publics numériques.

Ce projet va également améliorer durant les cinq prochaines années (2022



Le ministre Léon Juste Ibombo présentant le Projet PATN

à 2027) les prestations de services adaptées au numérique, l'accès à ces services par la modernisation de l'enregistrement des faits de l'état-civil, la mise en œuvre des conditions préalables d'un cadre et d'un système d'identité numérique inclusif, y compris le renforcement de la gouvernance et de la capacité d'hébergement des données. Bref, ce projet cible la

Banque mondiale devraient effectuer une mission de pré-identification entre les 14 et 22 décembre de la même année, afin de préparer la note conceptuelle pour la mise en œuvre du projet numérique. Les principaux objectifs de la mission étaient de déterminer des objectifs communs pour le développement du futur projet, de définir les principales activités à mettre en

Le PATN contribuera, entre autres, à l'augmentation de l'accès de la population congolaise à l'internet haut débit et à l'amélioration de la capacité du gouvernement à fournir des services publics adaptés grâce au numérique

modernisation de l'administration publique. Pour mémoire, à la suite d'une lettre d'annonce rendue publique le 9 décembre 2020, les partenaires de la

œuvre par le biais du projet, d'identifier les principaux bénéficiaires et de définir des indicateurs de résultats pour le projet.

Gloria Imelda Lossele

PEINTURE

Les ateliers vacances se poursuivent au musée Cercle africain

Ouverts le 4 Juillet au musée Cercle africain de Pointe-Noire, les ateliers vacances de peinture occupent les enfants de 8 à 16 ans jusqu'au 30 septembre qui s'adonnent à l'activité avec allégresse sous les yeux des formateurs.

Le musée Cercle africain, à travers les ateliers vacances, veut éloigner les enfants de l'oisiveté, des distractions malsaines et de l'emprise des écrans et des réseaux sociaux. C'est aussi un moyen pour éveiller les talents en peinture chez les enfants. Sous la supervision des formateurs que sont les peintres Guillaume Makany et Ange Luttera Nzaou, les enfants griffonnent, façonnent des dessins et des œuvres picturales avec passion. Chloé et Mariana, deux des enfants inscrits aux ateliers, avouent y tirer plaisir en dessinant une pomme, une papaye, un oiseau, un poisson, un gobelet ou des personnes. « C'est une façon de s'exprimer », ont-elles ajouté.

Parent d'élève, Emma Sylvie Ngouamba n'a pas caché sa satisfaction après quelques jours de formation seulement. « Ma fille qui a 12 ans était très nulle en dessin. Aujourd'hui, après ces cours, je constate une nette amélioration. C'est



Les enfants en plein atelier au musée Cercle africain Crédit photoAdiac

comme si l'atelier a provoqué un déclic chez elle en éveillant un talent caché. J'encourage donc les parents à amener les enfants aux ateliers vacances qui feront peut-être que le talent endormi des enfants puisse éclore ».

Sorelle Dianzenza, une parente, a également constaté

des progrès en dessin chez son enfant qui arrive maintenant à faire la synthèse des couleurs et a considérablement amélioré sa manière de colorer les dessins. Ces prouesses que réalisent les enfants enchantent les parents mais aussi les instructeurs en peinture qui, chaque jour, transmettent

leurs connaissances et savoir-faire selon leurs différents niveaux (niveaux embryonnaire, médian ou avancé). « On alterne les cours de dessin et de peinture pour maintenir le rythme de l'apprentissage qui doit rester un moment de gaieté. Nous procédons aussi à quelques évaluations pour

juger le niveau d'apprentissage des enfants au fur et à mesure que nous avançons jusqu'à la fin des ateliers quand les enfants exposent leurs œuvres devant les parents », a renchéri Ange Luttera Nzaou.

Selon lui, ces ateliers permettent aussi de cultiver l'amour de la peinture, la volonté, la patience et la passion. « Au début, nous avons constaté que les enfants étaient un peu timides. Mais, au fil des jours, la timidité est vaincue. Les enfants sortent des choses merveilleuses qui font plaisir. Ce genre d'initiative devrait être encouragé pour stimuler les aptitudes de l'enfant qui doit également élargir ses compétences dans d'autres domaines comme l'art pictural ou le dessin. Quand un talent est détecté précocement, on peut le façonner et en faire une pépite », a-t-il conclu.

Hervé Brice Mampouya

NÉCROLOGIE



Les familles Nganga, Boumpoutou et la grande famille Bala ba Kwimba Bichi Kahounga ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du rappel à Dieu de leur frère, père et oncle Alex Nganga Pambou dit « Glaine ». Décès survenu le vendredi 22 juillet 2022, à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à Bacongo, dans la rue Berlioz au n°1, près de la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



La famille Manguelle porte à la connaissance des parents, amis et connaissances, le décès de leur frère, père, oncle et grand-père Bozounga Edouard Dieudonné, ancien professeur d'anglais au lycée 5 février, survenu le 28 Février 2022 à Brazzaville, des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient au domicile du disparu, sis au N° 18 de la rue Mbembe à Ngamakosso, non loin de l'arrêt de bus du marché.

La date de la mise en terre sera communiquée ultérieurement.



OUVERTURE DES LIGNES

ETOUMBI - KELLE & ETOUMBI - MBOMO!!

après une interruption momentanée de la ligne Etoumbi - Kelle, votre transporteur vous annonce sa relance et l'ouverture du tronçon Etoumbi - Mbomo

Désormais
voyagez
JUSQU'À
MBOMO!!

Brazzaville
ETOUMBI - KELLE
tous les

MARDIS

SAMEDIS



Brazzaville
ETOUMBI - MBOMO
tous les

JEUDIS

www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com

Phones: 05 728 88 33/ 06 587 44 60
Direction Brazzaville: 01, rue Ango av de la tsiémé Mikalou.

LITTÉRATURE ET CONTES

Gabriel Kinsa, invité de TV5 Monde

À l'origine de l'invitation du journaliste Namouri Dosso à Gabriel Kinsa, la parution de son deuxième roman « Sur la route du lemba », aux Éditions Paari, une occasion toute trouvée pour faire valoir également son talent de conteur.

Les prestations de Gabriel Kinsa sur scène se font rares. Le 31 juillet, le laps de temps de son intervention sur le plateau de TV5 Monde, Gabriel Kinsa est apparu en chemise rouge vif. L'occasion rêvée pour faire découvrir son nouveau roman, un voyage dans un espace temporel où vivants et morts se côtoient, avec en toile de fond l'ancien royaume du Congo.

Également, une occasion de répondre aux questions du journaliste. « Existe-t-il une différence entre vos contes sur scène et ce que vous écrivez dans vos livres ? » / « Non ! Il n'existe pas de différence, dans la mesure où ce sont des messages véhiculés par les mêmes esprits, par le même souffle, par la même attention, par le même regard. D'un côté, ils sont cautionnés dans un écrit, dont je considère que c'est un

texte qui dort. De l'autre côté, quand j'emmène ce même texte sur scène, il se réveille ; il fait appel à d'autres sensations, parce qu'on y voit : de la sueur, des postillons, des ailes qui poussent... Là, le texte a pris vie. Bien sûr, cela peut présenter une légère différence, mais en réalité il n'y en a pas. » « Je suis né au Congo et il m'est incapable de raconter les scènes de vie de la Sibérie... En pleine forêt, je marche sur les feuilles mortes



Gabriel Kinsa, conteur, sur le plateau de TV5 Monde le dimanche 31 juillet 2022

« J'adore la littérature orale, mais je ne maîtrise pas la littérature écrite, c'est ce qui me pousse à compenser les deux supports. »

et les esprits me répondent... comment envisager aller ailleurs ? »

« J'adore la littérature orale, mais je ne maîtrise pas la lit-

térature écrite, c'est ce qui me pousse à compenser les deux supports. »

À en croire l'audimat réalisé par cette émission et l'ampleur

de relais constatés sur divers sites à l'issue de la séquence de "Invité : Gabriel Kinsa" sur TV5 Monde, les téléspectateurs et internautes ont suivi avec un

grand intérêt l'intervention de l'artiste, comédien, conteur, écrivain et metteur en scène congolais, racontant l'Afrique du Bassin du Congo.

Assurément, Gabriel Kinsa demeure un des meilleurs conteurs africains en langue francophone. Avec son nouveau roman, il ajoute à son actif une nouvelle passion : l'écriture.

Marie Alfred Ngoma

CONCOURS DE SLAM

Sanctifie Essabio Cupidon vainqueur de la première édition

La finale de la compétition de slam, organisée par la Maison russe sur le thème « Pouchkine le poète russe africain », a mis aux prises dix slammeurs le 30 juillet à Brazzaville. Sanctifie Essabio, alias Cupidon, a décroché le premier prix.

En s'inspirant de l'histoire « romantique » d'Alexandre Pouchkine, la direction de la Maison russe de Brazzaville, sous la conduite de Maria Fakhruddinova, a eu l'initiative d'organiser ce concours, qui est à sa première édition. Le but de cette compétition est d'inspirer les jeunes à créer leurs propres poésies. Si, lors de la présélection, les textes des candidats allaient dans tous les sens; pour la finale, les slammeurs ont été amenés à écrire leurs textes en se référant de l'histoire du grand poète russe Alexandre Pouchkine. « Cette compétition a permis aux jeunes slammeurs de découvrir Alexandre Pouchkine, ses différents axes et les valeurs universelles qu'il a eu à transmettre à l'époque et qui ont fait qu'on puisse le célébrer partout dans le monde. Ils ont réussi à interpréter les valeurs et donner leur propre vision », a indiqué Maria Fakhruddinova.

La directrice de la Maison russe a signifié qu'ils ont fait parler deux cultures, la poésie traditionnelle qui est représentée par Alexandre Pouchkine et la poésie urbaine à travers le slam. « On a voulu faire parler deux cultures, parce que Pouchkine représente plusieurs cultures, son arrière-grand-père Anibal était d'origine camerounaise et avait eu sa liberté en Russie... Pouchkine n'a jamais



La directrice de la Maison russe posant avec les trois meilleurs (Cupidon habillé en blanc) Adiac

oublié ses racines. Il a été tiré par l'Afrique mais malheureusement, il n'a jamais voyagé... Nous continuerons à pousser les jeunes à se familiariser à la poésie mondiale et également à trouver les jeunes talents pour les former. Après ce concours, tous les participants suivront les ateliers de slam courant le mois d'août », a-t-elle ajouté.

Les critères de ce concours ont porté sur le fond (le message à véhiculé) ; la forme (le style du

texte) et la performance (la manière de transmettre le texte en scène). Le jury a eu des difficultés à choisir les trois meilleurs sur les dix. « C'était difficile d'être membre du jury. On a voulu donner les bonnes notes à tout le monde, mais comme il s'agit d'un concours, il fallait qu'il y ait un gagnant. Et le meilleur, ce n'est pas seulement celui qui a fait de bons textes, formes et styles, mais c'est également celui qui a su bien se compor-

ter et avoir de la maîtrise devant les jurés. Pendant cette finale, il y a eu par exemple des candidats qui tâtonnaient devant des textes écrits pourtant par eux-mêmes. On comprend qu'ils n'ont pas eu assez de temps pour préparer leurs textes consacrés à Alexandre Pouchkine. Une semaine était peu », a souligné la présidente du jury, Maria Fakhruddinova.

Ainsi donc, le jury composé de trois membres a porté son choix

sur Essabio, alias Cupidon, qui a reçu une enveloppe d'un montant de cent mille franc CFA. La deuxième place est revenue à Balthazar qui a bénéficié de soixante mille franc CFA, et la troisième place à Hyperbole. Il a reçu la somme de trente mille francs CFA. Vainqueur de ce concours, Sanctifie Essabio, alias Cupidon, a révélé son secret : « On avait un thème précis, il s'agissait de parler sur l'auteur africain-russe Alexandre Pouchkine. J'ai fait des recherches sur lui. Et à base de ces recherches, j'ai puisé dans mon style, dans ma façon d'écrire et j'ai élaboré le texte. Je remercie les organisateurs de cette compétition, parce qu'elle permet de mettre au grand jour les talents des slammeurs congolais. »

Outre les trois lauréats, la directrice de la Maison russe a remis le diplôme de mérite envoyé depuis la Russie et un trophée à Brida Bérénie Missengui, pour avoir remporté le concours du chant folklore russe. « J'ai interprété une chanson qui parlait de la sirène. En Russie aussi, ils ont des sirènes. J'ai été promis vainqueur », a-t-elle déclaré. La deuxième édition de ce concours coordonné par Black Panthère est prévue pour le mois de juin (date de naissance de Pouchkine) et portera sur différents sujets.

Bruno Okokana

DURQUAP

Plaidoyer pour la migration du projet

Le Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (DurQuap) a présenté, le 2 août, à Brazzaville, son rapport provisoire d'achèvement au 30 juin 2022. A cet effet, une recommandation a été formulée pour muter le projet en un programme pluriannuel devant prendre en compte les autres villes du Congo.

Le projet DurQuap, cofinancé avec la Banque mondiale, touche à sa fin le 31 décembre prochain, après une rallonge de six mois. Dans le rapport provisoire d'achèvement présenté par le consultant au projet, Urbain Tsala, il ressort que la première phase du projet DurQuap a été une réussite. « Nous sommes venus valider le rapport provisoire d'achèvement du projet DurQuap au 30 juin 2022. D'après les résultats obtenus à la suite de cette première phase, le projet est satisfaisant à plus de 78%, au-delà même des indicateurs initialement prévus », a souligné le chargé de la communication du projet, Dan Horphet Ibiassi. Le rapport provisoire précise que la phase pilote du projet a eu un impact significatif sur le terrain, malgré les crises financière et sanitaire n'ayant pas per-

mis de mobiliser les fonds adéquats, capables d'atteindre l'objectif fixé. Toutefois, note le rapport, des faiblesses ont été relevées dans la mise en œuvre de ce projet. Et, pour relever ce défi, neuf recommandations visant à corriger les défaillances enregistrées ont été adoptées.

Le rapport provisoire suggère, entre autres, l'amélioration du cadre conceptuel et/ou la démarche méthodologique du projet ; de définir le rôle de participation de chaque intervenant et de veiller à son application ; l'établissement d'un lien entre la restructuration et le processus de décentralisation en cours.

De même, il conseille de repenser la démarche méthodologique de la conception du projet, de manière à ce que toutes les parties prenantes au projet soient toutes impliquées en amont.



Une vue des participants à l'atelier de présentation du rapport provisoire d'achèvement du DurQuap/Photo Adiac

Au regard des résultats probants obtenus, le consultant a proposé de transformer le projet DurQuap en un programme pluriannuel de restructuration des quartiers précaires afin de l'élargir à d'autres localités et villes du pays.

« Une réflexion est en perspective sur l'idée de migrer le projet DurQuap en un programme pluriannuel de restructuration des quartiers précaires. Ce dernier prendra en compte les autres villes et localités du Congo, hor-

mis Brazzaville et Pointe-Noire. C'est la promesse faite par les partenaires lors de la visite du président Afrique-centrale et de l'Ouest au Congo de la Banque mondiale », a précisé Dan Horphet Ibiassi.

Firmin Oyé

CHAMPIONNAT NATIONAL DE JUDO

Plus de 200 athlètes attendus à Brazzaville

Après plusieurs années de suspense, les meilleurs athlètes des différents départements dans leurs catégories et versions vont s'affronter du 4 au 7 août au complexe sportif de Kintélé, dans le cadre du championnat national de judo.

La plus grande compétition de judo au Congo marque son retour après plus de cinq ans d'absence. Le championnat national n'était plus organisé à cause de la crise qui a miné la Fédération congolaise de judo et disciplines associées (Fécoju-Da) durant un long moment. C'est, en effet, grâce au dynamisme du bureau exécutif et aux efforts de l'Etat que le judo va renaître de ses cendres. Sous l'égide du ministre des Sports, Hugues Ngouélon-délé, ce championnat regroupera les athlètes issus des départements de Brazzaville, Pointe-Noire, Sangha, Niari, Bouenza, les deux Cuvettes, les Plateaux... Une sélection des Diabes rouges cadets qui préparent les Jeux africains de la jeunesse participera aussi à ce championnat dans la catégorie



Le président de la Fédération posant avec les judokas de la Bouenza lors la Coupe de la République/Adiac

des séniors. C'est une manière pour ces derniers de peaufiner leur préparation. Cette édition du championnat national est dénommée « Me Hilaire Ngouari », l'un

des précurseurs du judo au Congo, décédé récemment. Selon le président de la Fécoju-Da, Me Francis Ata, l'organisation de cette compétition, sponsorisée

par Eco-Oil, permettra à l'équipe dirigeante de jauger non seulement le niveau des athlètes, mais aussi dénicher ceux qui pourront faire partie des

équipes nationales. « Le bureau exécutif travaille nuit et jour pour le bien du judo. On parlera, à nouveau, du Congo à travers notre sport car le judo a toujours fait honneur à notre pays et nous sommes déterminés à réaliser des exploits, grâce à la contribution de tous », a-t-il expliqué.

Les athlètes, pour leur part, estiment que cela marque le grand retour du judo, puisque toutes les conditions sont déjà réunies, notamment la mise en place des ligues et autres structures internes.

Notons qu'avant la tenue de ce championnat national, un séminaire de renforcement des capacités cognitives et techniques des officiels sera animé ce 3 août au gymnase Etienne-Monga.

Rude Ngoma